

Camilleri, Joseph A. *The Australia-New Zealand-US Alliance : Regional Security in the Nuclear Age*, Boulder (Col.), Westview Press, 1987, 296 p.

Liisa Coulombe

Volume 20, numéro 2, 1989

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702520ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702520ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Coulombe, L. (1989). Compte rendu de [Camilleri, Joseph A. *The Australia-New Zealand-US Alliance : Regional Security in the Nuclear Age*, Boulder (Col.), Westview Press, 1987, 296 p.] *Études internationales*, 20(2), 464–466.
<https://doi.org/10.7202/702520ar>

Arms Trade, et occasionnellement par le Congressional Research Service. Comme le disent les auteurs, nombre d'utilisateurs préfèrent les sources américaines, parce que celles-ci incluent les armes légères; mais on ne peut vérifier l'origine des données.

Signalons qu'une comparaison entre ces différentes sources a été effectuée par une chercheuse française à propos des livraisons soviétiques et est-européennes d'armes au Tiers Monde; il s'agit de Laure Després, qui a travaillé à la fois au SIPRI, à l'IISS et au CRS, et a livré l'essentiel de ses résultats dans « Les ventes d'armes de l'URSS et des six pays socialistes européens aux pays en voie de développement » (in *Les Relations économiques Est-Sud*, M. Lavigne éd., Economica 1986, version en anglais *East-South Relations in the World Economy*, Westview Press 1988). On comprend qu'il était difficile aux auteurs de se livrer à un plaidoyer *pro domo*; acceptons leur conclusion modeste; « Les données du SIPRI fournissent au mieux une approximation raisonnable de la vérité » (p. 369).

Marie LAVIGNE

Université de Paris I

CAMILLERI, Joseph A. *The Australia-New Zealand-US Alliance: Regional Security in the Nuclear Age*, Boulder (Col.), Westview Press, 1987, 296 p.

Cet ouvrage de Joseph Camilleri, professeur à l'université La Trobe en Australie, compte parmi les nombreuses contributions récentes au débat sur la gestion, voire l'avenir, de l'alliance régionale de l'ANZUS.

L'auteur, comme d'autres, porte un regard critique sur les fonctions et les contributions à caractère nucléaire de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, « partenaires

juniors » des États-Unis au sein de l'ANZUS: les installations C³I (commandement, contrôle, communications et renseignements) en Australie; les manœuvres militaires conjointes avec des armements nucléaires et le passage de navires et d'aéronefs dotés d'armements nucléaires ou à propulsion nucléaire – sans la Nouvelle-Zélande depuis 1986.

Avec une approche alternative réfléchie, M. Camilleri présente une orientation stratégique nouvelle qui s'offre à l'Australie, pivot de la politique stratégique américaine dans le Pacifique Sud: une stratégie militaire strictement défensive et conventionnelle liée à une politique extérieure fondée sur l'autosuffisance et adaptée à l'environnement stratégique bénin de la région. Devant de telles reformulations des doctrines et réaménagements des structures militaires, les rapports militaires étendus entre l'Australie et les États-Unis seraient remis en cause.

Néanmoins, cet ouvrage est empreint de réalisme et d'une remarquable connaissance des processus et des élites de la prise de décision tant militaire que politique en Australie. On y retrouve les diverses positions des bastions de conservatisme qui résistent à toute forme de changement doctrinal ou structurel dans les rapports de force actuels au sein de l'ANZUS: « ... [*The*] *ideology of status quo, which reflects a quasi-colonial mentality and is propagated by political parties, bureaucratic and military institutions, the mass media and much of the educational system, remains a serious stumbling block to radical reform.* » (p. 228)

Cette orientation suivrait d'ailleurs l'exemple donné par la Nouvelle-Zélande qui, depuis 1985, se voit refuser l'accès à toute information décodée des services américains et même australiens. Il s'agit d'une lourde sanction pour freiner la contagion de « l'allergie (anti-nucléaire) kiwi »

qui pourrait considérablement désarticuler les réseaux de C³I établis avec d'autres alliés américains.

Une telle orientation stratégique irait nettement plus loin que les recommandations du fameux Rapport Dibb. Cette étude sur les capacités de l'Australie en matière de sécurité, menée en 1985-86, pour le compte du ministère de la Défense du gouvernement travailliste, a été jugée trop « radicale » et « isolationniste » dans les milieux militaires et politiques. Le Livre blanc de la Défense, paru en 1987, réaffirma, sans équivoque, l'importance de l'ANZUS sous sa forme actuelle.

Par ailleurs, ce processus de « désengagement nucléaire » devrait se conjuguer à un rapprochement avec la Nouvelle-Zélande dans le cadre du traité de défense bilatéral de l'ANZAC. Or, un tel départ de la politique traditionnelle de défense s'appuierait, le plus possible, sur un processus de « déalignement » (p. 209) des politiques australiennes par rapport aux stratégies globales américaines. « ... *neither independence nor self-reliance can be treated as absolute goals...* » (pp. 170-171)

Mais, l'auteur ne manque pas de souligner la marginalité de l'impact de l'Australie sur le processus de prise de décision des États-Unis, et cela même en sol australien à l'occasion de manoeuvres ou de mouvements militaires importants (p. 96).

De concert avec les États régionaux du Pacifique Sud, le principal objectif de la politique extérieure de l'Australie serait donc de limiter la domination économique et politique de toutes les grandes puissances dans la région (ci-inclus le Japon) (p. 184). En revanche, rien ne justifierait une présence militaire prédominante de l'Australie dans la région: « *To justify a maritime capability in terms of the need to defend island territories... is tantamount to giving Australia an imperial role vis-à-vis a*

vast expanse of territory which it cannot realistically expect to defend. » (p. 204)

Quant au « désengagement nucléaire » en tant qu'enjeu en politique intérieure australienne, tout un chapitre y est consacré. Avec une précision remarquable, faits, opinions et courants de pensée nous sont relatés. Tout au long de l'exposé, la mobilisation des groupes d'intérêt pacifistes ressort comme un moyen d'assurer la « formation » de l'opinion publique en « démocratisant le débat sur la politique de défense » (p. 221), comme cela s'est fait en Nouvelle-Zélande sous le gouvernement travailliste élu en 1984.

Avec justesse, l'étude met en évidence que l'Australie, instigatrice du traité de Rarotonga qui créa une zone de non-nucléarité dans le Pacifique Sud en août 1985, fait des efforts notables en matière de contrôle des armements nucléaires. Cependant, malgré le cadre limité et accommodant du traité, les États-Unis refusent toujours d'endosser les trois protocoles.

En revanche, l'auteur déplore l'essor de l'industrie d'exploitation d'uranium en Australie qui s'est fait avec l'appui du gouvernement travailliste de Robert Hawke, depuis son accession au pouvoir en 1983. Car, l'exportation d'uranium alimente le cycle nucléaire à l'échelon mondial, et ce, de façon évidente dans le cas de la France qui s'obstine à poursuivre ses essais nucléaires souterrains sur l'atoll Moruroa en Polynésie française.

En somme, cet ouvrage offre une solide analyse et une bonne prospective du « syndrome de la dépendance » stratégique de l'Australie et de sa voisine, la Nouvelle-Zélande, envers les États-Unis dans l'âge nucléaire. M. Camilleri nous rappelle, très bien d'ailleurs, que ce dilemme est partagé par plusieurs autres membres de l'alliance occidentale qui doivent maintenant établir un équilibre de priorités entre les rôles de

dimension globale du Grand Protecteur et leur propre volonté et intérêt nationaux.

Liisa COULOMBE

Département de science politique
Université Laval, Québec

FINNIS, John, BOYLE, Joseph M. Jr., and GRISEZ, Germain. *Nuclear Deterrence, Morality and Realism*. New York (N.Y.), Oxford University Press, 1987, 445p.

Ainsi parlait Zarathoustra: « Autrefois le blasphème envers Dieu était le plus grand blasphème... Ce qu'il y a de plus terrible maintenant, c'est de blasphémer la terre... ». Il n'y a aucun doute que Nietzsche verrait aujourd'hui la possibilité d'un échange nucléaire comme le plus grand des blasphèmes contre la terre et attribuerait à la moralité d'esclave l'ouvrage ici revu.

La thèse de *Nuclear Deterrence, Morality and Realism* se résume assez facilement: le principe fondamental de la dissuasion nucléaire réside dans l'intention (donc le choix) des innocents, or l'intention (de même que l'acte) de tuer des innocents est immoral, donc la dissuasion nucléaire est immorale et le désarmement nucléaire immédiat est la seule réponse moralement acceptable à cette situation (même si de l'avis des auteurs cela mènerait à l'esclavage (p. 241) sous le régime soviétique).

On y rejette d'emblée toute l'argumentation des 'conséquentialistes' (éviter le pire, théorie du moindre mal) et des 'proportionalistes' (effets secondaires non voulus, oeil pour oeil) et conclut que « L'Église du Christ, non pas l'Occident, est le porte-parole des espoirs de l'ancien Israël » (p. 379), « que la vraie paix réside dans la réconciliation avec Dieu » (p. 387), et que la « prière pour le don de l'Esprit est le premier et le meilleur des moyens d'arriver à la Paix » (p. 388). Le livre s'achève

sur une liste des recommandations, par exemple: les commandants de sous-marins porteurs d'engins nucléaires et les 'porteurs de clefs' d'engins balistiques devraient démissionner de leurs postes. Par contre le peuple doit continuer de payer les impôts et ceux qui acceptent le principe de dissuasion nucléaire demeurent responsables de maintenir la paix tout en recherchant une façon honorable et morale de mieux vivre y compris grâce aux efforts de limitation des armements.

Les auteurs proclament qu'ils ne sont pas des pacifistes, qu'ils acceptent les notions de dissuasion non-nucléaire et même les armes nucléaires tactiques (moralement acceptables), de guerre juste (même s'ils en recommandent une interprétation très restrictive) et d'auto-défense (il est juste d'après eux, par exemple, pour une femme de tuer ceux qui veulent la violer même si la virginité présumée n'est pas un bien fondamental).

L'argumentation porte sur deux aspects seulement de la dissuasion nucléaire c'est-à-dire les concepts de stratégie anticités (*counter-value*) et de revanche finale (*final retaliation*). Le texte n'offre pas une polémique globale et ne discute pas du concept de guerre totale où tous les citoyens sont impliqués et responsables. En effet si, comme les auteurs le prétendent aux pages 99, 121 et 337, la dissuasion est un acte social élaboré publiquement et dont tous portent la responsabilité (y compris par le vote et le service militaire) où sont les innocents, l'assassinat desquels constituerait l'immoral? Ce raisonnement n'est-il pas aussi valable pour l'URSS que les auteurs refusent de discuter? Nous verrons plus loin que nous n'en sommes pas à une contradiction près.

Ce manuscrit n'est pas facile à lire ni par sa longueur ni par son style. On regrettera que les auteurs n'aient indiqué dès le début les prémisses de leur thèse.